



Avis de recrutement Terre des hommes Lausanne

Spécialiste en Justice de Genre

La Fondation Terre des hommes Lausanne (ci-après Tdh-L) est une organisation suisse indépendante, neutre et impartiale, fondée en 1960, qui se consacre à apporter des changements significatifs et durables dans la vie des enfants et des jeunes, en particulier ceux et celles qui sont le plus en danger¹, Tdh-L intervient dans 30 pays différents à travers le monde, dans des contextes humanitaires et de développement.

Tdh-L est présente en Mauritanie depuis 1984. Elle intervient actuellement dans les domaines de la santé, de la mobilité, et de l'accès à la justice. Ces trois programmes travaillent en synergies et sont enrichis par des expertises transversales que sont la protection transversale, le WASH, et l'ICT4D. Son approche a constamment privilégié le travail de proximité en lien avec les autorités compétentes mauritaniennes et les communautés. A ce titre, Tdh-L bénéficie d'une large reconnaissance et crédibilité auprès des autorités étatiques (ministère de l'action sociale de l'enfant et de la famille, ministère de la justice, direction de la protection judiciaire de l'enfant,) et aussi des bailleurs de fonds internationaux.

Tdh-L intervient dans des régions où l'insécurité est présente, en prenant les précautions nécessaires pour assurer la sécurité de nos équipes. Nous recherchons donc une personne capable de se déplacer dans ces régions et qui respectera les mesures de sécurité mises en place par l'organisation.

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet AMANE qui vise à renforcer l'accès à une justice civique, inclusive et sensible au genre pour les femmes et filles victimes de violences basées sur le genre (VBG), en renforçant les dispositifs communautaires et institutionnels, en professionnalisant les acteurs judiciaires et communautaires, Terre des hommes recherche une **Spécialiste en Justice de Genre**.

Sous la responsabilité de la/le Chef-fe de projet, la Spécialiste en Justice de Genre joue un rôle central dans l'assurance qualité technique du projet. Elle veille à la cohérence méthodologique, à l'intégration systématique des approches de justice de genre et à la mise en œuvre de pratiques de prise en charge centrées sur les survivantes dans toutes les activités programmatiques.

Elle garantit l'intégration transversale de la perspective de genre dans l'ensemble du cycle de projet et s'assure de la qualité des interventions visant à améliorer l'accès à une justice équitable, sécurisée et sensible au genre pour les femmes et les filles survivantes de VBG. À ce titre, elle fournit un accompagnement technique continu, contribue au développement d'outils et de références méthodologiques, et appuie le renforcement de capacités des partenaires étatiques, communautaires et associatifs.

Elle exécute toutes ses responsabilités dans le respect des normes, procédures, valeurs et principe de Tdh.

Le poste est basé à Nouakchott/Néma, avec des déplacements fréquents dans toutes zones du projet et à Nouakchott pour appuyer la mise en œuvre opérationnelle auprès des partenaires et des équipes de terrain.

Principales responsabilités exercées :

La Spécialiste en Justice de Genre a pour missions et activités, entre autres :

1. Leadership technique et supervision qualité

- Assurer l'intégration systématique des approches sensibles au genre, centrées sur les survivantes et s'assurer que les besoins spécifiques des femmes et filles restent au cœur des décisions dans toutes les composantes du projet ;
- Accompagner les équipes du projet dans la conduite des diagnostics participatifs pour identifier les obstacles systémiques institutionnels et socioculturels à l'accès des survivants aux services juridiques et judiciaires
- Assurer et superviser la qualité des services et du référencement dans le parcours de justice des survivantes, de la prise en charge juridique, des mécanismes de référencement, de gestion de cas et des conférences de cas ;
- Contribuer à l'élaboration, la mise en œuvre et la supervision du protocole de prise en charge judiciaire des VBG en collaboration avec le Ministère de la Justice, le partenaire et toutes les parties prenantes ;
- Garantir la qualité technique des activités de prise en charge juridique, psychosociale et communautaire mises en œuvre par le consortium et les partenaires étatiques ;
- Garantir l'application effective des cadres légaux et protocoles nationaux et internationaux, et appuyer leur harmonisation dans les pratiques des équipes et partenaires.

2. Développement d'outils, guides et ressources techniques

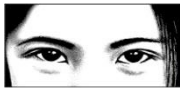
- Vulgariser le cadre légal national relatif aux droits des femmes et des filles, en produisant des outils de communication adaptés et en apportant un appui-conseil aux campagnes de sensibilisation (émissions interactives, supports communautaires, etc.) ;
- Évaluer les besoins en renforcement des capacités sur la base des spécificités contextuelles du HeC et concevoir ou co-développer des curricula de formation initiales et continues pour les acteurs judiciaires, les travailleurs sociaux, les prestataires d'assistance juridique et médiatrices communautaires. (Formations, mentorat, accompagnement individualisé) ;
- Produire des notes d'orientation technique, des SOP, lignes directrices et documents méthodologiques du projet pour améliorer la qualité de la prise en charge juridique des SVBG et favoriser l'accès à une justice sensible au genre et de qualité.

3. Renforcement de capacités des partenaires

- Soutenir les activités de formation et accompagner le ministère de la justice et le partenaire du consortium dans la professionnalisation des acteurs judiciaires, les travailleurs sociaux et les prestataires d'assistance juridique et médiatrices communautaires ;
- Appuyer les institutions judiciaires (OPJ, parquet, tribunaux) dans l'adoption des bonnes pratiques sensibles au genre ;
- Contribuer au renforcement de capacités de la Cellule de Coordination Suivi des Projets du HEC.

4. Analyse des données, recherche, documentation

- Identifier les tendances, obstacles, risques et leviers d'amélioration en matière d'accès à la justice sensible au genre et l'analyse des données VBG et accès à la justice issues des bases du partenaire du consortium, des registres judiciaires et des conférences de cas ;
- Appuyer la cartographie des femmes référentes communautaires et la documentation de leurs rôles ;
- Produire des rapports analytiques, notes de synthèse et recommandations techniques pour orienter la mise en œuvre ;
- Contribuer à la capitalisation et à la documentation des bonnes pratiques, innovations et leçons apprises ;



- Soutenir les activités communautaires telles que les séances d'éducation juridique, les dialogues transformateurs sur le genre, l'identification des cas de VBG et la production d'outils de sensibilisation adaptés, en assurant un encadrement technique des équipes afin de garantir leur sensibilité au genre, leur pertinence contextuelle et leur portée transformative ;
- Documenter, valoriser et diffuser les bonnes pratiques en matière de justice de genre ;
- Faciliter l'harmonisation des procédures nationales avec les normes internationales en matière de réponse juridique aux violences sexistes et de justice de genre.

5. Appui stratégique, plaidoyer technique

- Fournir une analyse technique au consortium pour orienter les priorités du projet ;
- Soutenir la conduite d'actions de plaidoyer pour la reconnaissance des femmes médiatrices et pour l'adoption de pratiques judiciaires sensibles au genre ;
- Participer aux comités techniques et de pilotage du projet ;
- Appuyer la production de supports de communication sensible au genre et adaptés au contexte socioculturel ;
- Représenter techniquement le projet auprès des autorités, des partenaires et des mécanismes de coordination sectoriels.

6. Appui MEAL et reporting

- Appuyer le/la MEAL du projet dans la collecte et la remontée des données dans les zones d'intervention (indicateurs, questionnaires) ;
- Elaborer les rapport mensuel, trimestriel et annuel des activités puis les transmettre à la hiérarchie ;
- Participer à la rédaction des rapports du projet ;
- Rapporter à sa hiérarchie les problèmes rencontrés et soumettre des propositions de mesures correctives ou de réajustement.

Ainsi que les compétences spécifiques « Métiers » suivantes :

Veiller au respect de la politique de sauvegarde de l'enfance (PSE) par l'ensemble des Partenaires et leurs employés.

Faciliter la mise en place de la coordination des actions en faveurs des survivantes de VBG dans les zones couvertes par le projet.

CONDITIONS DE TRAVAIL :

Lieu de travail	Poste local basé à Nouakchott/Néma (Mauritanie) avec des déplacements fréquents au sein du pays.
Date de prise de poste	Dès que possible
Type de contrat	CDD de droits mauritaniens de 12 mois, renouvelable, incluant 3 mois de période d'essai

CONDITIONS REQUISES

Compétences : Cette fonction demande la maîtrise des compétences fondamentales Personnelles, Sociales et Leadership (CPSL), Techniques et Méthodologiques (CTM) et Compétences Managériales et Stratégique (CMS)

Dont particulièrement :

- Bonne intégration et application des lignes directrices et de la stratégie dans le développement et la réalisation de ses activités ;
- Bonne connaissance et maîtrise des enjeux de son domaine d'expertise (Accès à la justice, justice de genre, justice pour enfant/jeunes, etc.) ;
- Expérience significative dans le développement de partenariats, l'identification de nouvelles opportunités et la mobilisation des ressources ;



- Bonne intégration et application des lignes directrices et de la stratégie dans le développement et la réalisation de ses activités ;
- Encouragement et soutien du développement des compétences de son équipe;
- Capacité à travailler dans une organisation matricielle ;
- Capacité à écouter et motiver ses collègues ;
- Gère des zones d'intervention potentiellement volatiles.

Avoir des connaissances en techniques de formation, coaching serait un atout

FORMATION /QUALIFICATIONS

Formation supérieure de niveau Bac+4 minimum en droit (obligatoire).

Une spécialisation complémentaire en sciences sociales ou études du genre constitue un atout significatif.

Expérience professionnelle de 2 à 3 ans dans un poste similaire dans le domaine la justice de genre, et la protection ou de la lutte contre les VBG, de préférence au sein d'ONG internationales, d'organisations de la société civile ou d'institutions judiciaires.

Expérience en supervision de projets de terrain et en analyse de données.

Excellente compréhension du cadre légal et institutionnel de la justice en Mauritanie, ainsi qu'un intérêt marqué pour les questions d'accès à la justice, de droits des femmes et des filles, et de lutte contre les VBG.

Capacité démontrée à analyser des textes juridiques, à les vulgariser et à les traduire en outils ou procédures opérationnelles.

EXPÉRIENCE

Expérience avérée en coordination interinstitutionnelle, animation de cadres de concertation et gestion de partenariats techniques (justice, protection, santé, acteurs communautaires, etc.).

Compétences solides en renforcement de capacités (formation, supervision, coaching, andragogie) auprès de professionnels de la justice, travailleurs sociaux, acteurs institutionnels et communautaires.

Connaissance pratique du fonctionnement des services de prise en charge intégrée des survivantes de VBG : juridique, psychosocial, médico-légal, police/gendarmerie, maisons de justice.

Bonne maîtrise des protocoles nationaux et dispositifs d'intervention liés à la lutte contre les VBG en Mauritanie.

Familiarité avec les normes d'intégration du genre, l'approche basée sur les droits humains et les principes de justice centrée sur les survivantes.

Compétences diverses :

Est flexible et a la capacité à agir dans des environnements complexes

Est accessible, à l'écoute, facile à parler, a un sens de l'humour tout en maintenant une position ferme

Développe et encourage des solutions nouvelles et innovantes

Est engagé.e pour et comprends les objectifs, valeurs et principes de Tdh

Connaissance du contexte sahélien et la connaissance de la Mauritanie est un atout

LANGUES

Excellente maîtrise du français, à l'oral comme à l'écrit (rédaction de rapports, représentations, analyses juridiques).

Maîtrise d'au moins une langue nationale parlée dans les zones d'intervention.

La maîtrise de l'arabe parlé et écrit constitue un atout majeur, notamment pour l'analyse juridique et les interactions avec les autorités judiciaires.

La connaissance de l'anglais sera également un atout



Terre des hommes

Aide à l'enfance.

CONNAISSANCES IT

Très bonne maîtrise du pack Microsoft Office (Word, Excel, PowerPoint).

Aisance dans l'usage des outils numériques, collaboratifs et de gestion documentaire (Teams, SharePoint, outils de suivi, etc.)

CODE GLOBAL DE CONDUITE ET POLITIQUES DE LA GESTION DES RISQUES DE Tdh:

S'engage à respecter le Code Global de Conduite et à reporter systématiquement toute violation au Code à travers la procédure de signalement de Tdh : éveiller les consciences au sein de la Fondation sur la violence et les abus, et les droits qui en découlent, à l'égard des enfants, des membres des communautés et de nos propres employés

S'engage à respecter les Politiques de la Gestion des Risques, incluant : les politiques de Sauvegarde (Politique de Sauvegarde de l'Enfant, Politique contre la Protection de l'Exploitation et des Abus Sexuels, Directive sur les Comportements Abusifs au Travail), Politique de Sûreté/Sécurité et Politiques Anti-Fraude/Corruption et de Prévention contre le Financement des Activités Criminelles

S'engage à réduire le risque d'abus en élaborant une culture de management ouverte et éclairée au sein de l'organisation et dans notre travail auprès des enfants et des communautés dans lesquelles nous intervenons.

Les valeurs organisationnelles de Tdh

Nos valeurs organisationnelles nous guident dans nos choix opérationnels et stratégiques et constituent le fondement de toutes les décisions que nous prenons. Ces cinq valeurs sont intégrées dans chaque processus lié au personnel. Tous les collaborateurs sont évalués en fonction des valeurs de l'organisation :

- Participation et autonomisation
- Diversité et inclusion
- Leadership et excellence
- Partenariat et collaboration
- Innovation et apprentissage

DOSSIER DE CANDIDATURE

- Une lettre de motivation adressée au chef de Délégation
- Un CV actualisé comprenant une liste d'au moins trois références (nom, poste, coordonnées téléphonique et électronique).
- Réception des candidatures : uniquement par mail à l'adresse mrt.recruitment@tdh.ch en mentionnant l'intitulé du poste « **Spécialiste en Justice de Genre** » au plus tard le 06/10/2026.

NB : Terre des hommes Lausanne traitera les dossiers de candidature au fur et à mesure de leur réception. Si une candidature est retenue, l'organisation se donne le droit de clôturer la procédure avant la date limite de soumission. Seules les candidatures retenues seront contactées pour la suite.

Nouakchott le 21 septembre 2026.